



Siège social 27 Boulevard Saint Martin 75003 Paris

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

E-mail : communistes@sitecommunistes.org

28/06/2023

Rubrique internationale

L'Etat colonial d'Israël avance vers l'annexion de la Cisjordanie

Élections législatives en Grèce

Venezuela : Halte à la répression contre les syndicalistes de classe

L'Etat colonial d'Israël avance vers l'annexion de la Cisjordanie

Les mesures gouvernementales

L'État d'Israël a fait un pas de plus, lors du conseil des ministres du dimanche 18 juin, vers une annexion de la Cisjordanie, territoire palestinien qu'il occupe depuis cinquante-six ans. Deux mesures ont été prises. La première est l'attribution au ministre des Finances, le fasciste Bezalel Smotrich, farouche partisan du Grand Israël, de la responsabilité de la planification des constructions dans les colonies, une prérogative qui relevait jusqu'alors du ministre de la Défense. La seconde simplifie le lancement de ces travaux : là où, auparavant, il fallait franchir six étapes avant que les projets soient définitivement validés, il n'y en a plus que deux. Smotrich donnera le feu vert initial, puis la proposition sera revue par un comité de planification. Aucune autre instance politique ou militaire ne sera impliquée.

Le fasciste Smotrich, c'est celui qui avait déclaré lors de sa venue à Paris, en mars, que le peuple palestinien était une « invention ». Il obtient désormais quasiment les pleins pouvoirs pour étendre la colonisation à sa guise.

Son objectif, énoncé dans l'accord de coalition négocié par son parti avec le premier ministre, Benyamin Nétanyahu, est de contraindre ce dernier à travailler « à la formulation et à la promotion d'une politique où la souveraineté sera appliquée en Judée-Samarie ». Autrement dit, à l'annexion formelle de la Cisjordanie.

Smotrich entend doubler le nombre de colons sur cette terre ; ils sont actuellement 700 000, dont 229 000 à Jérusalem-Est. Les fascistes du gouvernement de Nétanyahu passent à la vitesse supérieure avec l'accord et la complicité du premier ministre.

« Le gouvernement annexe de facto les territoires, il ne les annexe pas de jure, parce qu'il ne le dira pas officiellement, mais les mesures montrent qu'il va dans cette direction », affirme l'organisation "La Paix maintenant". Avec ces nouvelles mesures, construire des logements dans les colonies de Cisjordanie sera presque aussi simple que dans les villes du centre du pays comme Tel-Aviv ou Haïfa.

L'autorité palestinienne est impuissante et les amis d'Israël ne font rien

Tout cela se passe dans le silence gêné ou les timides protestations des puissances impérialistes amies de l'Etat d'apartheid, USA en tête.

La nouvelle promotion de Smotrich est seulement une étape. D'autres annonces sont prévues dans les prochains mois : entre cinquante et soixante-dix colonies sauvages, illégales même aux yeux de l'Etat israélien pourraient être légalisées. La semaine qui a suivi la réunion du conseil des ministres, Israël a approuvé la construction de milliers de nouveaux logements dans les colonies : 4 560 selon la presse israélienne, 4 799 selon le décompte de La Paix maintenant. A cela s'ajoutent les quelque 10 000 constructions qui ont déjà reçu le feu vert du gouvernement Nétanyahu ces six derniers mois.

« Si Dieu le veut, nous allons continuer à développer l'entreprise des colonies et renforcer l'emprise d'Israël sur le terrain », s'est félicité Smotrich, lors de cette annonce dimanche 18 juin. L'Autorité palestinienne, spectatrice impuissante de l'accaparement des terres qui auraient dû lui revenir après les accords d'Oslo, mais où elle n'exerce aucun réel contrôle, en a appelé aux grands pays impérialistes, sans réponse convaincante. Elle a

boycotté, lundi, une réunion de coopération économique avec Israël.

Qui plus est, les annonces israéliennes ont été rendues publiques en pleine visite en Israël de la sous-secrétaire d'Etat aux affaires du Proche-Orient américaine, Barbara Leaf.

En Cisjordanie, l'annexion se construit et la répression se poursuit.

Sur le terrain, l'activisme des colons, galvanisés par le gouvernement fasciste de M. Nétanyahou, alimente le cycle de violences qui s'est enclenché au printemps 2022, avec une série d'attentats en Israël, suivis d'une offensive massive de l'armée israélienne en Cisjordanie. Alors que des colons ont réinvesti la colonie d'Homesh, évacuée en 2005, qui est située entre Jénine et Naplouse, deux foyers de la résistance armée palestinienne, des voix s'élèvent parmi les responsables politiques israéliens pour demander que l'armée lance une attaque de grande ampleur contre ces deux villes.

En face, les Palestiniens spoliés de leur terre paient le prix de leur résistance. Début juin, l'armée israélienne a tué un enfant de 2 ans à Nabi Saleh, village du centre de la Cisjordanie qui tente depuis plus d'une décennie d'endiguer l'avancée de la colonie voisine, Halamish. Cette dernière est comprise dans le programme de construction qui sera validé la semaine prochaine : des centaines de nouveaux logements devraient y être érigés prochainement.

Ce même dimanche 18 juin, l'école primaire mixte de Khirbet Um Qussa à Masafer Yatta dans les collines du sud d'Hébron a reçu un ordre de démolition de la part de l'Administration civile israélienne en Palestine occupée. L'appel déposé par les habitants a été rejeté le 21 juin et le cas est maintenant dans les mains de la Cour israélienne. Les mouvements de résistance populaire palestiniens en appellent à la mobilisation du mouvement de solidarité pour sauver l'école Um Qussa et mettre fin au nettoyage ethnique israélien. La mobilisation pour défendre l'école Um Qussa contre la démolition israélienne imminente permettra également de protéger les cinq autres écoles menacées de démolition par Israël à Masafer Yatta, ainsi que plusieurs autres écoles dans la vallée du Jourdain et au-delà.

Le lendemain, lundi 19 juin, les troupes israéliennes, dont entrées vers 4 h locales dans le camp de Jénine. Elles s'en sont retirées autour de 15 h après de très violents combats. Six Palestiniens dont un adolescent de 15 ans ont été tués, 91 personnes ont été blessées, dont 23 grièvement. L'armée israélienne a fait intervenir un hélicoptère qui a tiré deux missiles sur le camp.

Un hélicoptère de l'armée a ouvert le feu vers des hommes armés afin d'aider à l'extraction de soldats, sur fond d'échange de tirs très intenses, indique un communiqué militaire. C'est la première fois qu'un hélicoptère a recours à des missiles sur Jénine depuis la fin de la Seconde Intifada (soulèvement palestinien entre 2000 et 2005).

Du côté des dirigeants de l'État colonial d'Israël, c'est toujours la même rhétorique. Le ministre de la Défense, Yoav Gallant, a promis d'utiliser tous les moyens à disposition pour frapper les éléments terroristes là où ils se trouvent.

« *Nous sommes au milieu d'une bataille globale sur tous les fronts qui requiert l'unité de notre peuple face à cette agression.* » a réagi le ministre palestinien des Affaires civiles Hussein al-Cheikh.

Le Haut-Commissaire de l'Onu aux droits de l'Homme, Volker Türk, s'est dit extrêmement préoccupé et a dénoncé, dans un discours, une hausse de l'usage excessif de la force des forces israéliennes en Cisjordanie. Le Secrétariat général de la Ligue arabe a condamné les crimes commis par l'armée d'occupation dont le bombardement des populations civiles. Quand-à l'Union européenne, elle s'est contentée d'exprimer son extrême préoccupation et de demander que les opérations militaires soient proportionnées et conformes au droit international humanitaire.

Danger d'extermination des Palestiniens

Tandis que la réglementation permet aux dirigeants de l'État d'apartheid qu'est Israël d'engager l'annexion de la Cisjordanie, son armée poursuit et multiplie la répression. Il ne s'agit plus, comme dans les années 90 de créer un état palestinien fantôme, ni, comme dans les années 2000, d'expulser un maximum d'arabes israéliens en Cisjordanie et de construire un mur la séparant d'Israël, mais d'annexer purement et simplement ce territoire et d'autoriser colons et militaire à tuer le plus grand nombre possible de Palestiniens. La population palestinienne, qui peuple cette région depuis des millénaires, après avoir été dépossédée de ses terres, est aujourd'hui la cible d'une véritable tentative de le faire disparaître, puisque, selon les mots du fasciste Smotrich, le peuple palestinien serait une invention. La réalisation du projet de Grand Israël nécessite la mort d'un grand nombre de Palestiniens ; ce droit de les tuer est en vigueur depuis la constitution de l'actuel gouvernement Nétanyahu.

La question se pose désormais de l'avenir du peuple palestinien, dans un État, qui ne peut pas être celui que feint de diriger la fantôme autorité palestinienne. Cela passe par la fin de l'État théocratique d'Israël, tel qu'il existe aujourd'hui et la défaite des fascistes qui le dirigent. Il est de l'intérêt des travailleurs du monde entier de soutenir

la juste lutte des Palestiniens pour un Etat dans lequel ils puissent vivre, un État laïque. Le Parti Révolutionnaire Communistes est de ce combat. Nous exigeons également le droit au retour pour tous les Palestiniens exilés depuis des décennies et que, d'ores et déjà, la France rompe ses relations diplomatiques avec l'État criminel et oppresseur d'Israël.

Élections législatives en Grèce

Les électeurs grecs qui avaient voté le 21 mai, étaient de nouveau appelés aux urnes le dimanche 25 juin. Il s'agissait pour la Nouvelle Démocratie (ND) qui était alors arrivée largement en tête en mai avec plus de 40 % des voix de s'assurer une majorité absolue grâce à la réintroduction d'une prime majoritaire de 25% des sièges attribués au parti arrivant en tête. Si le résultat du scrutin ne faisait aucun doute quant à la victoire de la Nouvelle Démocratie, des interrogations subsistaient sur les sorts relatifs de Syriza et du Pasok au vue de leurs résultats de mai⁽¹⁾ qui avait vu l'effondrement du premier et une remontée du deuxième. Ces deux forces social-démocrates se disputant ainsi la deuxième place dans le scrutin.

Au bilan, ces élections de juin ont été marquées par une chute importante de la participation : 52,78 % (-8,2). La ND termine le scrutin en tête avec 40,55% des voix (-0,24). Un résultat qui lui donne 158 sièges (prime majoritaire inclus) et donc une majorité au parlement (300 sièges).

Dans le camp des sociaux-démocrates, Syriza continue sa chute avec 17,87% des voix (-2,2) et 48 sièges (-23). Du côté du Pasok, le score est en légère progression avec 11,84% des voix (+0,4) et 32 sièges (-9). Le Parti Communiste de Grèce (KKE) continue sa dynamique de progression. Le KKE remporte 7,69% des voix (+0,46) et remporte 20 sièges (-6 du fait de la prime majoritaire).

Le KKE remporte des sièges dans les quartiers ouvriers à travers le pays, dans les villes et villages et dans les zones marquées par de grandes luttes populaires.

Les spartiates, une formation d'extrême droite nationaliste, entre au parlement avec 12 sièges et 4,64% des voix. Aux élections de mai, ils n'avaient pas présenté de listes. La Solution grecque, une autre formation d'extrême droite nationaliste, conserve 12 sièges (-4) et remporte 4,44% des voix (-0,01). Le Mouvement Patriotique Démocratique – Victoire (NIKI), une autre formation d'extrême droite nationaliste, remporte 3,69% des voix (+0,77) et entre au parlement avec 10 sièges. Enfin, Plefsi Eleftherias, une formation populiste de gauche scissionniste de SYRIZA, entre au parlement avec 3,17% (+0,28) et 8 sièges. Ce matin le journal du KKE *Ritzospastis* souligne les résultats du parti en indiquant très clairement que la priorité est au développement des luttes populaires : "*Pas d'attente! Dès demain, le KKE mettra en pratique son engagement, il se retrouvera au milieu d'une opposition populaire 100% militante La réponse réside dans le renforcement du courant de remise en cause des politiques dominantes*". Face à la présence au Parlement de l'extrême droite et de l'espace fasciste qu'il considère comme une évolution négative, l'article de Ritzospastis rappelle que le fascisme - le nazisme doit être combattu par la lutte populaire et non : "*par des législations qui ouvrent en fait des voies dangereuses*".

Notre parti qui mesure le rôle joué par le KKE tant au plan national qu'international se félicite de ses nouveaux progrès et lui transmet ses chaleureuses salutations de solidarité internationaliste.

⁽¹⁾<https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/monde/2308-rubrique-internationale-elections-en-grece-maintien-de-la-droite-sortante-large-recul-de-syriza-progression-du-kke-du-sommet-de-la-ligue-arabe-a-celui-du-g7-un-monde-domine-par-le-capitalisme>

Venezuela : Halte à la répression contre les syndicalistes de classe

La Centrale unitaire des travailleurs du Venezuela (CUTV) et le Front national pour la lutte de la classe ouvrière (FNLCT), réaffirment leur condamnation de la privation illégitime de liberté imposée aux dirigeants syndicaux de l'entreprise *Siderúrgica del Orinoco* Leonardo Azócar et Daniel Romero et dénoncent leur disparition organisée par la Direction Générale du Contre-espionnage Militaire (DGCIM). En effet, depuis le 11 juin et pendant plus d'une semaine, leurs familles ont ignoré le lieu où ils étaient incarcérés. Ce n'est qu'il y a quelques jours après des mobilisations menées pour leur libération, qu'il a été possible de connaître leur lieu de détention. Cependant, les membres de la famille et leur défenseur n'ont pas pu voir ou parler avec Leonardo et Daniel, ils ne sont donc pas au courant de l'état de santé physique et psychologique des deux camarades. La CUTV et le FNLCT dans un communiqué : "*condamnent de telles pratiques qui sont absolument en violation de l'État de droit, inscrit dans la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela (en particulier dans les articles 44, 45 , 49) et demandent aux autorités de permettre aux proches de voir, de parler et de connaître l'état de santé de ces deux travailleurs emprisonnés.*" La CUTV et le FNLCT soulignent qu'une telle situation: "*fait partie de l'attaque systématique contre l'ensemble de la classe ouvrière et de ses droits, qui comprend la criminalisation croissante des luttes ouvrières. Une fois de plus, nous appelons l'ensemble du mouvement syndical et de la classe ouvrière à*

faire preuve de solidarité combative avec ces deux travailleurs criminalisés, Leonardo Azócar (secrétaire du travail et des revendications du syndicat SUTISS) et Daniel Romero (délégué syndical départemental), ainsi que également avec les travailleurs de l'acier qui sont poursuivis par une mesure de précaution inconstitutionnelle qui interdit le droit de manifester et de s'exprimer librement, une mesure obtenue par l'employeur par le biais d'un tribunal complaisant et complice de la politique anti-ouvrière élaborée par l'exécutif national".

Notre Parti révolutionnaire COMMUNISTES qui n'a jamais manqué de soutenir la lutte du peuple vénézuélien contre l'agression impérialiste dont il est l'objet ne peut accepter les atteintes aux libertés contre les militants ouvriers qui se battent sur des positions de classe et réaffirme son soutien internationaliste à la CUTV et au FNLCT ainsi qu'au Parti Communiste du Venezuela.